



ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France



affiche d'A. Fougeron-1952 -Fédé PCF du Pas de Calais

CONTRE LE PATRONAT ET L'ETAT C'EST CLASSE CONTRE CLASSE

LE CAPITALISME C'EST L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME

IL NE PEUT ETRE AMÉLIORÉ, IL FAUT LE RENSER

C'EST LA CLASSE OUVRIÈRE QUI DOIT DIRIGER LA SOCIÉTÉ

L'AVENIR APPARTIENT AU SOCIALISME

A LA CONSTRUCTION DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

SOMMAIRE

**SORTIR DE L'IMPASSE DU REFORMISME
ET DU REVISIONNISME** p 3

LA LIBRAIRIE DU ROCML p 2

**FRONT DE GAUCHE : ECHEC POUR LE MOUVEMENT
OUVRIER, UNE VICTOIRE POUR LE CAPITAL** p 6

**LE FRONT NATIONAL DANS LE JEU POLITIQUE
BOURGEOIS** p 8

**SUZANNE MARTY COMBATTANTE INFATIGABLE
CONTRE LE REVISIONNISME** p 9

**IMPERIALISME ET ANTI-IMPERIALISME
AUJOURD'HUI** p 10

**HORS D'AFRIQUE
L'IMPERIALISME FRANCAIS** p 13

PALESTINE p 17

UKRAINE p 19

**FORUM DES CONFERENCES-DEBATS
DU ROCML** p 20

Adresse électronique du ROCML
Roc.ml@laposte.net

Adresse électronique de la JCML :
jcml.nationale@yahoo.fr

Adresse postale ROCML et JCML :
ASS. GRANDROC

Villa OctoSun 3 clos de lutché
31380 GARIDECH

Site du ROCML
http://www.ROCML.ORG



LA GRANDE CONSPIRATION CONTRE LA RUSSIE SOVIETIQUE

LE SOIT DISANT TESTAMENT DE LENINE

LES MENSONGES SUR L'HISTOIRE DE L'UNION SOVIETIQUE

FALSIFICATEURS DE L'HISTOIRE

**LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS
APRES LA PRISE DU POUVOIR PAR LES REVISIONNISTES
KHROUCHTCHEVIENS** Par Bill BLAND

**CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCESSUS DE RESTAURA-
TION DU CAPITALISME EN URSS**

**LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE
« LES PROBLEMES ECONOMIQUES DU SOCIALISME EN
URSS » - Bill Bland 1994**

**LES FONDEMENTS THORIQUES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX
EN URSS – BC. FRIEDL** suivi du cahier de Lénine sur Clause-
witz

**STALINE ET LA LUTTE POUR LA REFORME DEMOCRA-
TIQUE**—Grower Furr

LENINE ET L'ORGANISATION

MANUEL D'ECONOMIE POLITIQUE – Moscou 1955

LE CAPITAL—Edition populaire -J. Brochardt 1919

**CLASSIQUES DU MARXISME LENINISME (MARX, ENGELS,
LENINE, STALINE)
SUR LA CRISE ECONOMIQUE (ROCML)**

**LE PROCESSUS DU SOULEVEMENT POPULAIRE EN TUNISIE
(ROCML)**

PASSER COMMANDE AUPRES DE NOS MILITANTS
ou par COURRIEL (Roc.ml@laposte.net)

SORTIR DE L'IMPASSE DU REFORMISME ET DU REVISIONNISME

Les élections municipales et européennes qui ont marqué le premier semestre 2014 ont mis en évidence les éléments d'une situation politique nouvelle à partir de laquelle le mouvement ouvrier et populaire doit maintenant tracer ses perspectives.

Le premier fait marquant, c'est le revers cinglant infligé au PS et au gouvernement dirigé par ce parti : des centaines de municipalités perdues, 6% des électeurs inscrits aux élections européennes. Deux ans auront suffi pour disqualifier François Hollande et ses ministres. Ceux qui avaient voté en 2012 en pensant que le PS au gouvernement ferait une autre politique que Sarkozy se sont rendus à l'évidence : c'est la même politique de soutien au capital et la même politique d'attaques contre les travailleurs qui a été menée. D'un côté, l'Etat distribue aux patrons entre 40 et 50 milliards d'Euros au titre du CICE (Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi) et du Pacte de Responsabilité. Le CICE aura par exemple permis au groupe Mulliez (supermarchés AUCHAN) de toucher 44 millions d'euros de remise d'impôts en 2013 ! Grâce au pacte de responsabilité, les cotisations familiales payées par les patrons seront supprimées. De l'autre côté, en revanche, on fait pression sur les salaires, les pensions de retraites, on réduit les prestations sociales, on lamine et détruit les services publics... Au nom de la relance, de la compétitivité, de la réduction du « coût » du travail, c'est une politique de classe qui est menée : le PS est un des partis de la classe capitaliste.

C'est un fait que tout militant constate et dont il faut tirer toutes les conséquences. La Voix des Communistes titrait dans son édition de l'été 2012 : La droite s'en va, la gauche arrive... La dictature de la bourgeoisie demeure ! Nous avons vu juste.

Le deuxième fait marquant des dernières élections, c'est l'importance de l'abstention : 57% aux européennes ! L'idée que les élections ça ne change rien, qu'il n'y a rien à en attendre progresse. Certes, l'abstention n'est pas forcément un choix politique. Mais le fait que, selon une étude, plus de la moitié des syndiqués de la CGT, de SUD et de FO se sont abstenus est significatif du caractère de classe d'une partie de l'abstention. Significatif, parallèlement, est le flop du Front de Gauche : scores calamiteux aux municipales, 3% des électeurs inscrits aux européennes. Les manœuvres intéressées de ses composantes, les surenchères radicales sans rupture avec les politiques réformistes ont suscité une juste méfiance des militants ouvriers. Mélenchon vient de reconnaître qu'il a échoué. Le Front de Gauche n'aura servi, pendant un temps, qu'à orienter des ouvriers dans une voie illusoire.

Les autres faits qui ressortent des résultats électoraux sont les succès relatifs que la droite UMP et l'extrême droite du Front national ont tirés de la bérézina du PS. Succès relatif pour l'UMP, car si ce parti gagne des villes aux municipales, il s'effondre aux européennes, affaibli par les scandales et ses divisions. Succès relatif aussi pour le FN, car s'il prend quelques

mairies aux municipales et s'il passe devant l'UMP et le PS aux européennes, il n'en perd pas moins 2 millions de voix par rapport aux présidentielles de 2012. Cela n'enlève rien à la nocivité de ce parti d'extrême droite qui réussit à fourvoyer une partie du peuple.

Tels sont les constats devant lesquels de nombreux militants s'interrogent :

Comment et pourquoi la représentation politique du mouvement ouvrier, c'est-à-dire le Parti Communiste et les organisations populaires progressistes, est-elle tombée aussi bas ?

Que faut-il construire face à l'alternance PS/UMP ?

Le PS peut-il changer de politique et se ranger du côté des travailleurs ?

Le Front National n'est-il pas le danger principal ?

Y a-t-il un danger fasciste qui nécessiterait de s'allier avec le PS ?

Il ne manquera pas d'organisations et de partis de la gauche et de la gauche de la gauche pour avancer des réponses qui ne remettront pas en question les causes qui ont conduit le mouvement ouvrier et populaire dans l'impasse. Cela irait à l'encontre des stratégies qu'ils appliquent depuis trop longtemps maintenant. Ce serait se faire hara-kiri. Ils préfèrent la mort lente. Les directions de ces partis et organisations se serviront de l'épouvantail du Front National et d'un retour de la droite en 2017 pour continuer à impulser la politique d'union de la gauche avec le parti socialiste. Exit, donc, toute volonté de dégager François Hollande. Bien sûr, ces partis et organisations politiques critiqueront les attaques directes du gouvernement contre

les travailleurs. Mais leurs critiques et éventuellement les actions qui leur sont liées seront mesurées, limitées dans le temps, pacifiques, et inscrites dans l'agenda politique électoral de la république bourgeoise fixé sur 2017.

Sur le plan syndical, cette stratégie sera déclinée en soutien au gouvernement social démocrate par les syndicats jaunes comme la CFDT et la CGC et de la part des directions confédérales CGT, SUD et FO en pression destinée à limiter la casse. Elles accompagneront le mouvement, et pourront même l'impulser. Mais tout sera fait pour l'empêcher de sortir des clous.

La classe ouvrière et les autres couches de travailleurs exploités font l'expérience de l'absence d'une expression politique et syndicale indépendante de classe du prolétariat, en clair, l'absence d'un véritable Parti Communiste et l'absence d'une CGT de lutte classe contre classe ayant pour but le renversement du système capitaliste et non son aménagement pour lui donner un visage plus humain.

Concrètement, chaque militant se pose la question : Que va-t-il se passer à la rentrée ?

Adoptant un discours en rupture avec les habituelles promesses non tenues sur la relance de l'économie et le recul du chômage, Manuel Valls a annoncé fin juillet une rentrée difficile. Les travailleurs doivent donc s'attendre à une série de nouvelles attaques contre les salaires et la protection sociale. Quelle sera la riposte, ses objectifs et ses formes ? Ce que l'on peut dire, c'est que si les objectifs et les formes de lutte empruntent les sentiers battus du réformisme et du respect des règles fixées par l'ennemi de classe, les travailleurs actifs, les chômeurs, les retrain-

tés, la jeunesse, verront s'aggraver leurs conditions de travail et d'existence. Le succès dépendra des capacités des travailleurs en lutte, de leurs syndicats de base, de leurs UL, de leurs fédés à s'organiser localement, régionalement et nationalement pour définir et imposer leurs objectifs aux directions confédérales. Il dépendra du rejet de toute illusion sur le parti socialiste et de leur volonté de combattre sans céder aux divers chantages le gouvernement dirigé par le fondé de pouvoir de la bourgeoisie François Hollande.

C'est aux militants communistes d'abord à travailler pour renverser les obstacles que les dirigeants réformistes politiques et syndicaux dresseront face au développement de la lutte anticapitaliste classe contre classe.

Dans ce combat ils feront progresser la conscience de classe des travailleurs, car sans conscience de classe, même la lutte élémentaire pour des revendications économiques ne peut être menée jusqu'au bout avec succès. Dans ce combat ils gagneront les éléments les plus combattifs et les plus éclairés du prolétariat à la perspective de transformation révolutionnaire de la société.

Aujourd'hui l'absence d'un véritable parti communiste n'empêche pas les communistes de travailler au sein de la classe ouvrière pour aider au développement de la conscience de cette classe et de la construction de sa propre organisation politique. Cette intervention ne se limite pas au seul domaine économique et syndical. En tant que classe révolutionnaire le prolétariat doit intervenir et construire l'unité de lutte avec toutes les autres couches de travailleurs et être actif dans la lutte internationale contre l'impérialisme.

A terme, à mesure que les travailleurs se convaincront qu'il ne suffit pas de riposter aux attaques du capital et de ses agents, mais qu'il faut les renverser, ils comprendront que pour y parvenir il faut reconstruire un véritable Parti Communiste, capable de tracer la voie de la révolution socialiste.

A chaque camarade militant politique ou syndical anticapitaliste, nous adressons ce message :

N'apporte jamais ton soutien au PS : c'est un parti bourgeois !

N'écoute pas ceux qui t'appellent à voter pour lui sous divers prétextes !

Contre le patronat et l'Etat, c'est classe contre classe qu'il faut lutter !

L'objectif des luttes de classe, c'est le renversement du capitalisme, pas lui donner un visage plus humain !

C'est la classe ouvrière qui doit diriger la société par la conquête et l'exercice du pouvoir !

L'avenir appartient au socialisme, à la construction de la société communiste!

Le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes-Léninistes

août 2014

LE FRONT DE GAUCHE

UN ECHEC POUR LE MOUVEMENT OUVRIER

UNE REUSSITE POUR LE CAPITAL

Dernièrement, le porte-parole du Front de Gauche et dirigeant du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, a décidé de prendre ses distances avec la politique, évoquant un « échec » du FDG après les dernières élections nationales, et il accuse le PCF d'être le fossoyeur de ce front réformiste. En vérité, une alliance parlementaire ne pouvait qu'amener ceux qui y croyaient à un échec.

Par son réformisme, le FDG a envoyé le mouvement ouvrier sur de fausses pistes et ce pour plusieurs raisons. En terme de politique et de stratégie, le FDG utilise des phrases « anticapitalistes », antilibérales en fait, mais les solutions proposées restent dans le cadre du capitalisme, car il faut bien être « responsables » et « réalistes » disent les dirigeants du PC-PG : il s'agit donc d'aménager, de réformer le capitalisme, pour amener un monde meilleur. Vaste utopie car la bourgeoisie, en tant que classe dominante et exploiteuse, dispose de tous les leviers économiques et politiques.

Stratégiquement, le FDG est resté dans le sillage du PS, visant à gouverner avec l'ensemble de la « gauche », pour obtenir une majorité favorable à l'assemblée. Alors qu'il faudrait mener de front le combat contre les mesures d'austérité du PS, JL Mélenchon et le FDG ne se sont souciés que d'attaquer le FN, la droite et critiquer sans perspectives réelles le gouvernement. Le réformisme est donc une force liée aux institutions et aux partis de gouvernement que les travailleurs rejettent de plus en plus. Pendant que des mouvements se sont développés (ANI, retraites), le FDG ne leur a jamais donné

les moyens de se coordonner afin de déstabiliser ce gouvernement qui défend les intérêts du capital : ce constat là nous l'avons déjà établi lorsque les travailleurs étaient en lutte (PSA, de Goodyear, etc...)

Le FDG ne s'organise pas afin d'amener les travailleurs à des perspectives anticapitalistes, révolutionnaires ; il utilise seulement leur colère afin de se faire élire au Parlement où il prétend changer les choses. Mais surtout, les dirigeants du FDG calment la colère populaire en semant des illusions dans les revendications et en ramenant les voix au PS au second tour de chaque élection.

Le FDG est donc un échec pour le mouvement ouvrier : il n'offre pas de perspectives sérieuses face à l'offensive du capitalisme et à un gouvernement PS qui répond très bien aux attentes du MEDEF et jouit des illusions que procure le FDG. Celui-ci est une bonne soupape à la colère populaire, un brouillard permettant de voiler la nature réelle du gouvernement et de ses réformes.



../.. suite p 7

Les solutions réformistes proposées par le FDG sont erronées et utopistes car le capital en crise ne peut plus se permettre de donner des miettes aux prolétaires. Les mesures qui avaient été accordées depuis 1945 jusqu'à la fin des Trente Glorieuses sont en train d'être méthodiquement détruites par la bourgeoisie. Pour surmonter la crise capitaliste et faire face à de nouvelles puissances concurrentes, la bourgeoisie veut baisser ses coûts de production en France, donc diminuer les revenus des travailleurs sous sa forme directe (salaires) ou indirecte (sécurité sociale, école...).

Le réformisme n'est donc pas une alternative et ne peut condamner les masses qu'à l'échec. En termes de mobilisation et même pour obtenir des avancées partielles, le réformisme n'est pas capable de créer le rapport de force nécessaire afin de faire face au patronat : on l'a vu durant les différents mouvements sociaux de ces dernières années. Le progrès dans la société ne peut plus être apporté dans le cadre du système capitaliste.

La crise économique que traverse le capital et l'émergence de concurrents économiques dans le cadre du système impérialiste ne permettent plus la réussite d'une politique réformiste. Tout au plus, les réformistes peuvent être utilisés par la classe bourgeoise comme moyen de préserver les fondements du système capitaliste et éviter la contestation politique des « sans-voix » que sont les travailleurs en l'absence d'un Parti communiste. C'est ce qui s'est produit en 1981, 98-2002 par exemple, c'est ce qui se reproduit aujourd'hui avec le rôle de caution qu'a apporté le FDG au PS pour parvenir au pouvoir.

Pour le prolétariat, le FDG est une illusion trompeuse qui a conduit et qui conduira encore à l'échec. Pour la bourgeoisie au contraire c'est une réussite. Depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir, les attaques antisociales se multiplient et n'entraînent que peu de réponses car du Front de gauche qui dévoie idéologiquement le

monde ouvrier ne participe pas à éclairer la vraie nature du gouvernement PS. Il freine toute alternative révolutionnaire, bloque la prise de conscience politique des masses, la coordination des luttes et abandonne le mouvement ouvrier à l'isolement privilégiant des solutions parlementaires sans effets réels sur le cours des événements.

Si le prolétariat veut parvenir à briser l'offensive de la bourgeoisie, il est clair qu'il doit se détacher de toute illusion réformiste et mener la rupture sur le plan politique, idéologique et économique. Seule la construction d'une organisation communiste est le moyen adapté pour parvenir à ces buts : c'est en développant les liens entre une ligne politique communiste révolutionnaire et les masses ouvrières que le prolétariat regagnera en force et en conscience. Le capitalisme ne permet plus aujourd'hui d'obtenir des progrès pour la grande masse des travailleurs.

La seule alternative possible est de construire un autre monde : le socialisme. C'est seulement après la conquête politique du pouvoir par la classe ouvrière révolutionnaire que le socialisme ouvrira la possibilité de réels changements en faveur des travailleurs : réduction du temps de travail, éradication du chômage, accès à l'éducation, à la culture, à la santé. Tous ceux qui prétendent qu'il est possible de changer le monde dans le cadre du système capitaliste retardent l'arrivée de ces conquêtes sociales.

LE FRONT NATIONAL DANS LE JEU POLITIQUE BOURGEOIS

Depuis la fin des années 60 l'épouvantail du danger fasciste dont le Front National serait le représentant est systématiquement utilisé pour maintenir la contestation anti capitaliste dans les limites de la démocratie bourgeoise et pour mobiliser le peuple pour sa défense.

Cette tactique est largement utilisée par la gauche social-démocrate mais aussi par la gauche radicale (PC, FDG) et groupes de l'extrême gauche pour qu'à chaque élection les « contestataires » rentrent dans le rang et y participent. Cela permet au jeu électoral bourgeois de l'alternance politique droite-gauche de continuer à fonctionner et à renforcer la domination de la bourgeoisie sur la société et l'exploitation des prolétaires.

La montée de l'extrême droite et du populisme dont le FN est le représentant est un signe de l'approfondissement de la crise et de la putréfaction du système capitaliste mais pas le seul. La droitisation de la vie publique, les lois coercitives, l'emploi de la violence contre les militants ouvriers sont des signes évidents que le système n'a plus les moyens de manier alternativement la carotte et le bâton.

Il n'a d'autre alternative que la répression et l'accentuation de l'exploitation des travailleurs. Mais on est loin du danger fasciste. Les intérêts des monopoles ne peuvent se limiter au cadre étroit du marché national, les monopoles veulent avoir les mains libres pour agir sur le marché international, exporter et investir le capital partout dans le monde. En l'absence de résistance populaire révolutionnaire la bourgeoisie est « *en état de maintenir sa dictature sur les masses par les vieilles méthodes de démocratie bourgeoise et de parlementarisme* ». ¹

Ceux parmi les groupes d'extrême gauche

et même auto proclamés communistes qui dénoncent la fascisation de la société participent ainsi à créer des illusions sur la démocratie bourgeoise.

Le FN a envoyé de nombreux messages et preuves de respect du jeu politique électoral, de la démocratie bourgeoise et son langage populiste antisystème ne l'empêche pas de fournir des gages de bonne volonté au capital. Comme les autres partis il est un parti de la bourgeoisie défendant ses intérêts face aux prolétaires. IL demande par exemple un contrôle plus strict et plus régulier des chômeurs avec priorité aux français de « souche » pour l'emploi ou prône la transformation des syndicats pour « qu'ils soient moins tentés de recourir à un rapport de force (grèves, manifestations) pour palier leur manque de légitimité » ², pendant les luttes sur la réforme des retraites il s'en prend aux manifestants «..La tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers ».....

Et aujourd'hui, avec les difficultés de la droite classique, la donne change. Le Front National est présenté par les médias de plus en plus comme une alternative crédible à l'alternance gauche droite classique discréditée comme l'ont montré les dernières élections et qui ont affolé nombre de militants politiques de gauche.

Le FN doit être combattu et dénoncé comme un parti bourgeois au service du capital et sa dénonciation ne doit pas être le miroir aux alouettes qui détourne les communistes et les travailleurs de la lutte anti capitaliste et être dupe du jeu politique bourgeois.

1 G. Dimitrov, VIIème congrès de l'IC

2 Programme du FN

SUZANNE MARTY COMBATTANTE INFATIGABLE CONTRE LE REVISIONNISME



N. Hoxha et S. Marty
Albanie – Avril 2003

Notre camarade Suzanne Marty nous a quittés à l'âge de 93 ans. Suzanne Marty avec son mari F. Marty sont de ces communistes qui très tôt après la guerre s'opposèrent à la dégénérescence du PCF en Parti social-démocrate et à la révision de la théorie marxiste-léniniste. Ce révisionnisme s'accéléra et devint irréversible en 1956 après le XX^{ème} congrès du PCUS et la déstalinisation qui s'est imposée au mouvement communiste international.

La théorie du passage pacifique au socialisme et de la coexistence pacifique remplaça la lutte révolutionnaire. Le Parti du prolétariat devint le parti du peuple tout entier, la dictature du prolétariat fut abandonnée. Dans la pratique politique l'alliance sans principes, électoraliste avec la social-démocratie submergea le Parti. La décente aux enfers du PCF ne date pas des années 1970-80 et

nous encourageons les communistes à analyser ce passé avec la méthode du matérialisme historique pour sortir de ces déviations.

Nous publierons ultérieurement des documents historiques qui illustrent la lutte de ces camarades d'abord au sein du PCF puis ensuite à l'extérieur. Rappelons simplement l'opposition de Suzanne et François au vote en 1956 par le groupe parlementaire PCF des pleins pouvoirs sur l'Algérie au gouvernement Guy Mollet. L'exclusion du PCF de Suzanne et François intervient en 1965 après leur voyage en Albanie et après qu'ils eurent demandé que les positions du PTA et du PCC sur les déviations du mouvement communiste international soient discutées dans le Parti. Ils furent exclus contre les statuts du Parti avec les cellules des Pyrénées Orientales qui les avaient soutenues.

Après leur exclusion ils consacrèrent avec d'autres camarades en France toute leur énergie à la reconstruction d'un véritable Parti Communiste. Leur combat aboutit à la création du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France en 1967. Après la mort accidentelle de François en 1971, Suzanne continua sa lutte contre les déviations révisionnistes en se rangeant aux côtés du Parti du Travail d'Albanie qui combattait la théorie chinoise anti marxiste des trois Mondes. Cela lui valut l'exclusion du PCMLF. Ce parti dégénéra rapidement par la suite et fut liquidé par ses dirigeants.

Contrairement à ce qui est affirmé dans le « Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social » Suzanne ne cessa pas de militer après sa retraite dans les années 1980. Sans se décourager par les revers subis, elle ne ménagea pas ses efforts pour réunir les militants communistes dispersés après la fin du PCMLF. Elle milita activement en tant que présidente dans le Comité pour la Libération de la camarade Nexhmije Hoxha et des autres prisonniers politiques réprimés par le nouveau pouvoir réactionnaire albanais. En 2000 elle participe avec d'autres camarades français au 10^{ième} congrès du Parti Communiste du Brésil. En avril 2003 elle fait partie d'une délégation de marxistes léninistes français en Albanie et rencontre les camarades du PTA et N. Hoxha. Jusqu'à ce que la maladie lui fasse perdre la mémoire elle ne cessa d'agir pour regrouper les marxistes léninistes. C'est par son intermédiaire et souvent chez elle que les camarades ont renoué les liens rompus. C'est avec sa participation que fut lancée l'initiative du Comité National d'Unification des marxistes léninistes dont est issu le ROCML. Prenons exemple sur la camarade Suzanne et restons fidèles à son engagement et à son courage dans la lutte.

Le secrétariat du ROCML – Août 2014

Nous publions sur notre site l'ensemble des hommages qui ont été rendus à Suzanne après sa mort.

IMPERIALISME ET ANTI-IMPERIALISME AUJOURD'HUI

I - LE SYSTEME CAPITALISTE-IMPERIALISTE

En ce début du XXI^{ème} siècle les conflits armés et agressions impérialistes se sont multipliés. Elles ont donné lieu chez ceux qui se réclament du communisme et dans les milieux anti impérialistes à des analyses et des positionnements politiques - tant en politique intérieure qu'extérieure- totalement erronés concernant le capitalisme ayant atteint son stade suprême, l'impérialisme.

En politique extérieure, partant du constat que ces agressions et conflits sont le fait des impérialistes occidentaux, nord-américain et européens, la Russie et la Chine sont considérés comme des défenseurs de la paix mondiale et des peuples opprimés que nous devrions soutenir. Certains, lors des événements de Crimée ont même qualifié Poutine de « Lénine de notre époque ».

En politique intérieure, le caractère impérialiste de la France et des conséquences que cela implique dans son organisation économique et politique sont occultés. On entraîne les militants à se battre pour une France capitaliste débarrassée de la domination du capital financier en rêvant d'un retour à une situation révolu à jamais des trente glorieuses et des revendications du programme du CNR.

Tous ces positionnements s'appuient sur une connaissance erronée ou superficielle de l'impérialisme, sur des préjugés et une vision du monde des classes dites « moyennes » dont la survie est liée à la survie et au développement du mode de production capitaliste. Cet article est le premier de toute une

série d'articles qui devraient éclairer les divers aspects du système capitaliste contemporain et contribuer à définir la politique des communistes et de tous les anticapitalistes conséquents dans leur lutte contre ce système aujourd'hui historiquement dépassé et décadent.

L'évolution historique inévitable du capitalisme en impérialisme

Marx et Engels dans le manifeste du parti communiste¹ avaient en 1848 magistralement décrit les causes qui ont conduit à cette évolution :

« Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le monde entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations. Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays »

Et ce « ..au grand désespoir des réactionnaires² elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industrie qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même mais dans toutes les parties du globe (..) A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations »

Plus tard Lénine, dans son ouvrage

«*L'impérialisme stade suprême du capitalisme*»³ définira cette évolution comme la phase ultime, suprême du capitalisme, l'impérialisme. A ce stade l'économie mondiale est dominée par les monopoles, les multinationales. Les monopoles sont la conséquence de l'accumulation du capital et à la nécessité pour continuer à se valoriser avec profit à dépasser les frontières du marché national devenu trop exigu et conquérir des marchés extérieurs, des débouchés financiers par l'exportation des capitaux et s'assurer l'approvisionnement en matières premières.

Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible écrit Lénine

« *Il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de groupements monopolistes d'industriels, et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale (..) à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé* ».⁴

Et la France est l'une des grandes nations « civilisées » à avoir atteint ce stade. Stade qui le seul mode d'existence possible du capitalisme, aucun retour en arrière n'est possible.

Le capital financier et sa domination

Une caractéristique de cette évolution est la domination du capital financier. Il est selon l'expression de Lénine « la fusion du capital bancaire et du capital industriel, et la création, sur cette base de ce 'capital financier', d'une oligarchie financière »⁵. « L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmé la domination des monopoles et du capital financier »⁶

On comprend mieux l'affolement des Etats devant la « faillite des banques » et leur célérité à les empêcher de sombrer lors de la dernière crise financière.⁷

Bref le capitalisme ne serait pas le capitalisme sans le capital financier à la base de son existence et de sa survie. La politique visant à désigner le capital financier comme responsable des malheurs du capitalisme alors qu'il en est au contraire une des conditions de sa survie et à prôner sa limitation est une politique utopique, irréalisable sous le capitalisme impérialisme et ne fait que détourner les travailleurs de la véritable cible qu'ils doivent abattre : le système capitaliste.

Etats capitalistes et monopoles

L'internationalisation et l'énorme puissance des trusts et monopoles internationaux -certains ont un chiffre d'affaire supérieur à certains budgets d'Etat dans le monde - ont conduit certains à prédire l'affaiblissement du rôle de l'Etat. Remarquons simplement que la persistance des affrontements politiques, économiques et géo stratégiques entre les grandes puissances impérialistes⁸, leurs interventions directes dans les problèmes économiques contredisent cette position et montre tout au contraire leur rôle essentiel pour la survie de l'économie capitaliste. Tout monopole s'affronte sur le marché international à ses concurrents, il reçoit de la part de l'Etat du ou des pays dont il est originaire (cf Airbus pour la France et l'Allemagne face aux USA pour Boeing) l'appui politique, militaire, diplomatique et subventions publiques nécessaires.

Dans cette affaire « Au fur et à mesure que s'aggrave les contradictions de l'impérialisme, les monopoles renforcent leur mainmise directe sur l'appareil d'état. Les grands magnats du capital jouent de plus en plus le rôle de dirigeants de l'appareil d'état. »⁹ C'est ainsi que l'on voit des grands patrons passer des cabinets ministériels à la tête d'entreprises publiques ou privées et vice versa.

« L'intervention de l'Etat en faveur des

monopoles, s'exerce sous les formes les plus variées : propriété d'Etat, entreprise d'état, activités d'entreprises mixtes, programmes économiques finalisés, régulation des investissements, stimulation de la demande. Financement de la recherche scientifique, l'éducation... L'Etat reste le plus grand « patron » de France, il contrôle notamment toute l'industrie de l'armement.

Cette reconnaissance du rôle de l'Etat en faveur des monopoles n'implique pas pour les communistes de devenir les défenseurs du petit capital opprimé par les monopoles et de préconiser comme solution un « repli nationaliste ». Au contraire les communistes à l'instar de Lénine considèrent le capitalisme impérialiste comme la préparation matérielle la plus achevée pour le passage au socialisme phase inférieure de la société communiste.

Dans les prochains articles nous aborderons d'autres caractéristiques du capitalisme aujourd'hui et ses conséquences pour la lutte anti capitaliste. Citons sans ordre prédéfini : l'impérialisme et la guerre, Impérialisme et crise systémique, Impérialisme et développement inégal du capitalisme et possibilité du socialisme dans un seul pays, les luttes nationales contre l'impérialisme, les blocs impérialistes et les contradictions inter impérialistes aujourd'hui, La domination des monopoles sur l'ensemble de l'économie mondiale, le rôle économique et politique des organisations internationales (FMI, Banque Mondiale, OMC, ONU...) et régionales (EU, BRICS, Traité de Shanghai...), le lien entre l'impérialisme le réformisme et le chauvinisme, la division internationale du travail et son organisation , conséquences sur les prolétaires , leur luttes et organisation face au capital.....

Retenons principalement de cette première partie que l'impérialisme est le stade ultime et inévitable du capitalisme, que les monopoles et le capital financier sont la base économique de sa domination, qu'il est la préparation matérielle la plus aboutie pour passer rapidement au socialisme, que l'Etat capitaliste n'a pas changé de nature et est toujours plus au service du capital et

le garant de sa domination sur la société. Il est illusoire de vouloir l'humaniser en en gommant ses conséquences les plus criardes. Autant vouloir un capitalisme sans capitalisme !

Conclusion provisoire :

Aujourd'hui On ne peut être anti impérialiste sans être anti capitaliste et vice versa. Les communistes des pays impérialistes ont pour tâche de combattre l'impérialiste, pour l'abattre et abolir l'exploitation de l'homme par l'homme en instaurant le socialisme.

1-Dans le paragraphe « bourgeois et prolétaires». Nous encourageons le lecteur de lire ou de relire la totalité de ce passage qui montre entre autre la capacité de prévision et d'anticipation de l'analyse marxiste.

2-Souligné par nous

3-Etude fondamentale sur l'Impérialisme que tout militant impérialiste ou communiste se doit d'avoir lu.

4 - « L'Impérialisme stade suprême » Ch7 § 2

5-Ibidem ch6 §5

6- idem ch6 §5

7-Un article plus approfondi sur cette question du capital financier serait nécessaire, ce que nous ferons dans nos prochaines éditions.

8-Voir l'article sur la présence française en Afrique dans ce journal.

9-Manuel d'Economie Politique – p 284 in « La place historique du capitalisme ».

HORS d'AFRIQUE L'IMPERIALISME FRANCAIS

En l'espace d'à peine quatre ans l'armée française a envahi la bagatelle de quatre pays africains (Côte d'Ivoire, Libye, Mali et Centrafrique). Preuve, s'il en fallait, qu'une large partie du continent africain est resté sous la domination de la France, et ce, en dépit des « indépendances » des années 1960. Ces interventions militaires n'ont pas été motivées pour des raisons « humanitaires » ou pour lutter contre le terrorisme, comme le répètent à longueur de journées les médias. Elles tirent leurs raisons dans les intérêts nombreux que compte la France en Afrique et dans les luttes d'influence que se livrent les différents impérialismes pour le contrôle du gâteau africain.

Pourtant si à l'époque de Lénine la domination de la France était facilement identifiable (il suffisait pour cela d'une carte et de visualiser les différentes possessions coloniales), comment aujourd'hui l'impérialisme français parvient-il encore à enchaîner les peuples africains?

«Nous protégerons aussi nos intérêts», a affirmé le président François Hollande après les attentats du 23 mai 2013 au Niger, attentats qui visaient notamment la mine d'uranium d'Arlit du groupe français Areva. Qu'appelle-t-on les intérêts français en Afrique ?

Par intérêts il faut d'abord entendre intérêts économiques. L'Afrique recèle de nombreuses ressources indispensables aux économies des pays capitalistes. On estime que le continent africain représente 8% des réserves mondiales de pétrole connues, 40% du potentiel hydroélectrique mondial, la plus grosse partie des ressources mondiales de diamant et de chrome, 50% de tout l'or

du monde, 90% du cobalt, 50% des phosphates, 40% du platine, de l'uranium, du coltan, etc... Bien entendu, du fait de son passé colonial, la France occupe une position de choix dans l'économie africaine.

Le Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN) estime la présence française à «1.000 établissements et 80.000 collaborateurs sur place» pour un chiffre d'affaires de «40 milliards d'euros». Ces intérêts représentent 17% des exportations de la France (28 milliards d'euros en 2011 et 26 milliards pour les importations). En 2011, la France a investi plus de 4 milliards d'euros en Afrique, soit 7% des investissements français à l'étranger. Pour bon nombre de pays africains, souvent des anciennes colonies, la France est sur le podium en matière d'importation, d'exportation ou d'investissements, parfois les trois et souvent en 1ère place, notamment là où sévissent des régimes autoritaires et archi-corrompus. Si sur l'ensemble de la zone franc, 20% des IDE sont français, cette proportion avoisine les trois quarts au Gabon, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Congo-Brazzaville... Côté exportations, sur l'ensemble de la zone franc, 25% sont à destination de la France.

Parmi les grandes sociétés françaises installées en Afrique, la société Areva. Elle est présente au Niger pour l'exploitation de minerai d'uranium (70% des exportations du pays).

Autre exemple: Total tire 31% de sa production du continent africain. Le groupe pétrolier exploite des gisements en Algérie, Angola, Gabon, Nigeria. Total mène des recherches dans d'autres pays du continent. «Total a économiquement besoin de l'Afrique. Nous sommes non-seulement la première entreprise de France, mais aussi, et surtout, le premier investisseur français en Afrique. Et Total a

beaucoup plus d'intérêts en Afrique qu'en France», résumait son PDG, Christophe de Margerie, dans Jeune Afrique. Autre société française particulièrement liée à l'Afrique, le groupe Bolloré. Sa filiale, Bolloré Africa Logistics, est le leader du transport et de la logistique en Afrique. Il est opérateur des terminaux conteneurs d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, de Douala, au Cameroun, de Tema, au Ghana, de Lagos-Tincan au Nigeria, de Libreville-Owendo, au Gabon, de Pointe-Noire au Congo, et de Cotonou au Bénin.

Cette présence massive des grands monopoles français peut prendre l'aspect d'une véritable main mise sur tous les secteurs de l'économie d'un pays. L'exemple de la Côte d'Ivoire est édifiant. Les sociétés françaises ont investi d'abord dans le secteur des télécommunications, de l'énergie, des transports et de l'agro-industrie. Bouygues est actionnaire de la Compagnie ivoirienne d'électricité et de la Société des eaux de Côte d'Ivoire. Les banques françaises (Société générale, Crédit lyonnais, BNP Paribas) sont dominantes sur le marché avec leurs filiales. Total possède 25 % de la Société ivoirienne de raffinage. France Télécom est devenue l'opérateur majeur en télécommunications de la république de Côte d'Ivoire.

Ainsi, sous couvert de la fiction d'un pouvoir politique autonome et indépendant, ce pays est en réalité mis sous tutelle et ses ressources sont entièrement mises à la disposition des intérêts de l'impérialisme français. Ce type de dépendance, de type néo-colonial était déjà dénoncé par Lénine dans « l'Impérialisme Stade Suprême du Capitalisme » :

« Cette époque n'est pas seulement caractérisée par les deux groupes principaux de pays: possesseurs de colonies et pays coloniaux, mais encore par des formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance fi-

nancière et diplomatique. »

Pour protéger ses intérêts l'impérialisme français maintient dans de nombreux pays africains de son ancien empire colonial des bases militaires permanentes qui ont la double fonction d'assurer la sécurité des intérêts français mais aussi de permettre à l'armée française de se déployer rapidement sur tout le continent africain. Ces trente dernières années ce n'est pas moins de 50 opérations militaires qui ont été réalisées sur le sol africain. Le surnom dont est affublé la France, celui « gendarme de l'Afrique », n'est donc pas usurpé.

La présence militaire française est effective en :

Côte d'Ivoire - Opération Licorne, 450 militaires.

Tchad - Opération Epervier, 950 militaires.

Djibouti - La plus importante base militaire française en Afrique, avec environ 1.900 militaires.

-Gabon - Une des quatre bases permanentes en Afrique (avec Dakar, Djibouti et La Réunion) Environ 900 militaires.

Sénégal (et Cap Vert) - Force prépositionnée permanente de 350 militaires.

Si on ajoute les forces mobilisées dans le cadre des opérations extérieures (comme les récentes interventions au Mali et en Centrafrique), les forces navales dans le golfe de Guinée (pour surveiller les champs pétrolifères) et dans le golfe d'Aden (soi-disant pour lutter contre la piraterie), les forces spéciales ce ne sont pas moins de 10 000 militaires présents en Afrique.

Ainsi d'après ce tableau sommaire des intérêts français en Afrique on pourrait dire que peu de choses ont changé depuis la période coloniale. Les anciennes colonies sont toujours enchaînées par une série de dépendances économiques, diplomatiques et militaires. Les ressources de ces pays servent en priorité à alimenter les profits des grands monopoles français tandis que leurs marchés locaux servent de débouchés naturels à l'industrie française. Le maintien de cette domination est assuré par la présence de nombreuses troupes françaises qui s'assurent de la « loyauté » des régimes locaux (souvent autoritaires) à l'égard la France tout en protégeant les intérêts des grands monopoles.

Pourtant, cette situation, indépendance politique nominale mais dépendance économique de fait des pays africains, est fragile et peut être remise en cause du fait de l'évolution des rapports de force entre les différents impérialismes. La prise de possession directe des territoires, des débouchés et des matières premières, par le biais de la domination coloniale offrait l'avantage de l'exclusivité et la garantie que les concurrents étaient exclus de la compétition. Or, depuis plusieurs décennies désormais, la domination des vieilles puissances impérialistes, du fait du développement inégal du capitalisme et du fait de la crise mondiale, est remise en cause sur le continent africain mais aussi à l'échelle mondiale.

Alors que d'un côté les vieilles métropoles impérialistes sont frappées par des crises économiques à répétition, de l'autre de nouveaux venus (les BRICS) remettent en cause la hiérarchie des grandes puissances et ne cessent de conquérir de nouveaux marchés. Sur le continent africain c'est la Chine qui est la plus active et qui est devenue le principal partenaire économique de l'Afrique. Jamais les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique n'ont atteint de tels records. Pékin inonde de ses produits les marchés du continent

noir tout en s'y approvisionnant en minerais. En quête de ressources énergétiques, l'empire du Milieu multiplie les investissements. En effet la croissance chinoise est dévoreuse de matières premières et les dirigeants chinois ont besoin de pérenniser leur approvisionnement (surtout en matières premières et en pétrole) en nouant des alliances ou des traités avec différents pays. En échange de l'accès aux matières premières les Chinois promettent souvent aux différents régimes africains des aides, des subventions voire des soutiens militaires (comme avec le Soudan).

C'est justement dans cette dynamique conquérante de la Chine sur le continent africain qu'il faut trouver la raison principale des interventions extérieures de la France. En effet de nombreux gouvernements africains, acquis depuis des décennies aux vieilles puissances impérialistes, se laissent désormais séduire par la politique du carnet de chèque pratiquée par la Chine. Les bourgeoisies locales, qui ne vivent que des miettes que leur laissent les impérialistes et leurs monopoles, sont donc tentées de se vendre au plus offrant. C'est ce qui est arrivé en 2008 quand la Chine a accordé à la Centrafrique des aides et un prêt pour un montant global de 3,25 milliards de francs CFA soit 4,4 millions d'euros. Dans le même temps une compagnie chinoise pétrolière était chargée de prospecter le sous-sol du pays pour évaluer les réserves en hydrocarbure. Un tel affront ne pouvait être toléré et en bon « civilisateur » la France s'est chargée de ramener, par la bonne vieille politique de la canonnière, les « indigènes » dans le droit chemin, c'est à dire dans le giron des multinationales françaises.

De l'aveu même de l'ex-président Bozizé, cette question du pétrole et de la Chine fut centrale dans les raisons inavouables de l'opération sengaris. Il a en effet affirmé sur les ondes de Radio France International (RFI) que « j'ai été renversé à cause du pétrole »

C'est pour avoir cédé aux sirènes des impérialismes émergents que de nombreux gouvernements africains ont été ces dernières années renversés dans la violence par les impérialismes occidentaux. Etant affaiblis économiquement, les vieux pays capitalistes ne sont pas en mesure de s'aligner sur les propositions de la Chine. Cependant, ils gardent un net avantage sur le plan militaire et une expérience plus que centenaire des guerres coloniales en Afrique. Ils sont donc en mesure, par la force, de reconquérir les parts de marché perdus. La France est donc depuis plusieurs années dans une phase de reconquête, de recolonisation de l'Afrique, et il y a fort à parier que ce n'est qu'un début. L'Afrique est d'une importance vitale pour l'impérialisme français, tant par les matières premières qu'il en retire que par les profits qu'il peut y réaliser. La crainte de la perte de ses marchés obsède les politiques français: « Sans l'Afrique, la France serait reléguée au rang d'un pays du tiers-monde » (Jacques Chirac) ou encore "L'Afrique est l'avenir de la France" disait Jean-Marie Bockel dans un rapport commandité par le Sénat.

Pour garder son rang et accroître les profits de ses monopoles, l'Etat français sous la responsabilité de son "chef de guerre" va continuer à déployer ses troupes en Afrique francophone et imposer aux peuples africains son règne par le fer et par le feu.

Dans cette situation, quels sont les intérêts du prolétariat français et donc la ligne à suivre pour les communistes ?

Certains accèdent à l'idée sans le dire toujours ouvertement que le pillage de l'Afrique et ailleurs par les monopoles français « profite » à toute la société française y compris aux prolétaires.

Tous les courants politiques nationalistes chauvins ou patriotes, de droite comme de gauche, s'appuient sur cette idée pour soutenir la politique de domination de l'Etat impérialiste français en Afrique et ailleurs. Même certains courants qui se revendiquent communistes, estiment que

sous d'autres formes, l'influence de la France en Afrique doit être préservée et défendue. Car d'autres pourraient profiter du recul de la France.

Mais posons concrètement la question : les prolétaires de France paient-ils moins cher l'énergie tirée de l'exploitation des ressources africaines et d'ailleurs par TOTAL ou AREVA ? Les prix de la construction (et donc des loyers) et des transports sont-ils moins chers parce que Bouygues et Vinci investissent en Afrique et ailleurs dans le monde ? Les conditions de travail et les salaires en France dans ces groupes monopolistes sont-elles meilleures ?

Nullement. L'exploitation des ressources et du travail des ouvriers africains ne profite qu'à ces monopoles au service desquels est l'Etat français qui puise dans les finances publiques pour financer ses interventions militaires et pour soudoyer les bourgeoisies des Etats dominés.

En vérité, ni le prolétariat français ni les prolétaires des pays dominés d'Afrique et d'ailleurs n'ont d'intérêt à soutenir l'impérialisme français (ni aucun autre d'ailleurs). Leur intérêt commun est de combattre ensemble l'impérialisme, et pour les prolétaires français, d'abord l'impérialisme français, qu'il soit violent (agressions militaires) ou pacifique (corruption des bourgeoisies locales).

Le ROCML appelle les travailleurs de France à combattre l'impérialisme français et à soutenir les peuples qui luttent pour s'en affranchir.

**HORS D'AFRIQUE ET D'AILLEURS LES
TROUPES MILITAIRES ET LES
MONOPOLES FRANÇAIS !**

CONTRE LA BARBARIE SIONISTE AVEC LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE PALESTINIENNE

Le conflit qui oppose actuellement Israël et la Palestine a fait plus de 2000 à Gaza, dont majoritairement des civils et des enfants. Le mouvement marxiste-léniniste de France a une tâche importante en apportant son soutien aux Palestiniens qui luttent contre l'oppression israélienne et la complicité de l'impérialisme français.

LA NATURE DU CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN

Ce conflit déclenché depuis 1948 n'est pas de nature religieuse comme tentent de le faire croire Israël et ses complices français. Il ne s'agit pas d'une opposition entre juifs et musulmans mais d'une guerre entre un colonisateur israélien qui s'accapare petit à petit des terres et des ressources de la région et les Palestiniens qui sont chassés de leur terre et subissent l'occupation. Il y a donc un oppresseur, l'Etat israélien, et des opprimés, les Palestiniens.

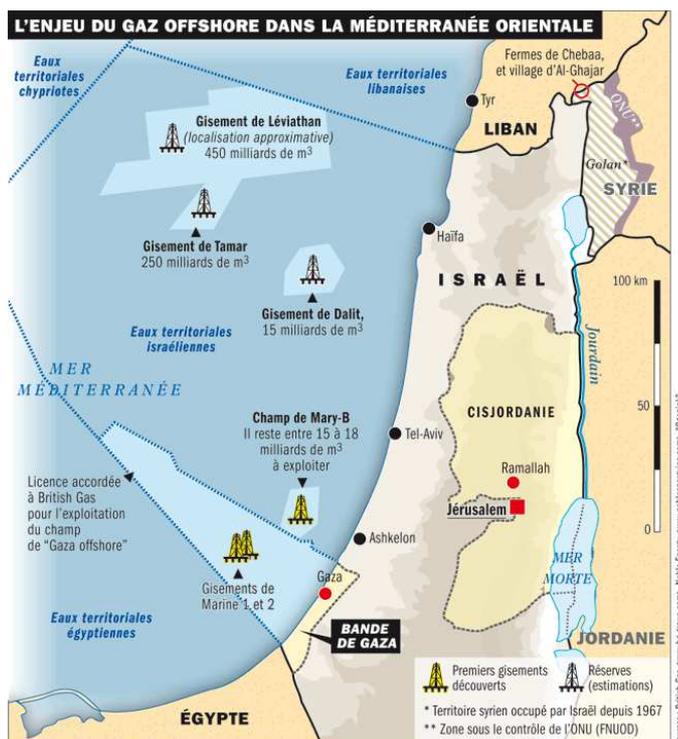
Ce conflit se déroule dans le cadre du système impérialiste mondial : Israël est inséré dans les chaînes de l'impérialisme et y joue un rôle de premier plan au Moyen Orient. Les multinationales israéliennes extrêmement liées aux capitaux US et européens ont besoin de contrôler les territoires palestiniens pour sécuriser leur approvisionnement : lutte pour le contrôle de l'eau, du gaz, des terres agricoles.

Ainsi Israël est le gendarme de l'impérialisme européen et US au Moyen-Orient Il agit pour le repartage du monde en leur faveur et utilisant pour cela tout le potentiel militaire qui est mis à leur disposition. En même temps il est un impérialisme régional qui agit pour ses intérêts économiques propres. La Palestine est donc victime des appétits capitalistes

et impérialistes. C'est pourquoi les Palestiniens mènent une lutte légitime contre leur oppression nationale.

LA PALESTINE : UN INTERET GEOSTRATEGIQUE POUR LES IMPE- RIALISMES OCCIDENTAUX

Israël et ses alliés ont comme objectif d'étendre leur zone d'influence au Moyen-Orient. Dans un monde déjà partagé entre puissances impérialistes, la guerre est un moyen essentiel pour s'approprier de nouveaux marchés et territoires disposant de matières premières. Il y a d'abord la question du contrôle des gisements de gaz qui se situent à 30 kms au large de Gaza. En 1999, des accords avaient été signés par une compagnie britannique et l'Autorité Palestinienne (montrant bien aussi la liaison des dirigeants du Fatah palestinien avec l'impérialisme car 10 % des actions devait revenir à l'Autorité Palestinienne) . Israël a empêché cet accord. Les Britanniques se sont alors tournés vers Israël mais le Hamas a refusé ces accords sur le Gaz.



De son côté, l'Autorité Palestinienne s'est tournée vers la Russie et la société Gazprom pour l'exploitation du gaz. La formation du gouvernement d'union nationale le 2 juin 2014 a renforcé ces perspectives. Moins d'un mois après, l'offensive israélienne a été déclenchée contre Gaza afin d'affaiblir le Hamas et l'union nationale palestinienne. L'objectif, pour l'impérialisme occidental, est d'empêcher tout rapprochement entre les dirigeants palestiniens et l'impérialisme russe pour le contrôle du gaz car il s'agit d'un concurrent qui tente de s'appropriier leur zone d'influence.

Cette guerre est donc en partie liée « à l'aggravation de la lutte pour le partage du monde »¹ entre grandes puissances.

Le peuple palestinien est la première victime car cette lutte se fait à son détriment. Il subit l'oppression nationale et se trouve dans l'impossibilité de se constituer en Etat politiquement indépendant. Son droit à l'autodétermination est nié.

La Palestine est actuellement un enjeu essentiel des rivalités inter-impérialiste au Moyen-Orient. Ce conflit dépasse le cadre national israélo-palestinien et a une portée internationale. Les Occidentaux essaient de contenir l'influence grandissante de l'Iran alliée des Russes et des Chinois. Il s'agit donc d'une guerre de chacals entre les différents impérialismes pour s'appropriier les ressources et les territoires stratégiques du Moyen-Orient. Bien entendu, les premières victimes sont les peuples de la région et en particulier le peuple Palestinien.

LES COMMUNISTES SOLIDAIRES DU PEUPLE PALESTINIEN

Les communistes participent au mouvement de solidarité pour le peuple palestinien, car ils sont porteurs des principes d'internationalisme. Nous sommes solidaires des peuples qui subissent l'impérialisme et qui sont privés de leur droit à l'autodétermination. La lutte de libération nationale du peuple

palestinien fait donc partie intégrante du combat que mène le prolétariat contre l'impérialisme. Pour les communistes français, il s'agit d'affaiblir les positions de l'impérialisme français au Moyen-Orient et de dénoncer sa complicité avec Israël.

A l'heure actuelle, les communistes doivent soutenir l'ensemble du mouvement national palestinien qui s'oppose au colonisateur sioniste. Face à un Etat colonial soutenu par les grandes puissances et institutions de ce monde, la lutte armée du peuple palestinien est légitime.

Dénonçons l'expansion de l'impérialisme sioniste et la complicité de l'Etat impérialiste français. Combattons la criminalisation orchestrée par le gouvernement PS du mouvement de solidarité pour la Palestine. Soutenons l'ensemble de la résistance nationale palestinienne pour la fin des bombardements et de la colonisation, la levée du blocus de Gaza, le retour des réfugiés et la libération des prisonniers palestiniens et enfin et surtout pour le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Cette lutte fait partie intégrante de la lutte que mène le prolétariat contre le capitalisme impérialiste.

1- Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.



la JCML à une manifestation pour le soutien à la lutte du peuple palestinien

UKRAINE

POSITION DE PRINCIPE DU ROCML

La crise ukrainienne a pour cause externe la rivalité entre les impérialismes occidentaux USA et UE et l'impérialisme russe, et pour cause interne la guerre que se livrent divers clans de l'oligarchie ukrainienne les uns étant liés à la Russie, les autres aux puissances occidentales. Les communistes ne soutiennent ni les uns ni les autres de ces antagonistes.

Un coup de force des groupes politiques d'extrême droite ukrainiens poussés par les puissances impérialistes USA et UE a réussi à imposer par la violence un pouvoir ultraréactionnaire à KIEV.

Les communistes doivent soutenir totalement et sans réserves la lutte de la classe ouvrière et du peuple ukrainien contre le pouvoir ultraréactionnaire de Kiev soutenu par les impérialismes US et UE.

Un rattachement à la Russie des régions de l'est qui ont voté contre le pouvoir de Kiev n'apportera pas de solution à l'exploitation et à l'oppression de la classe

ouvrières et du peuple ukrainien. Il mettrait ces régions sous la domination politique de l'Etat impérialiste russe et consacrerait l'éclatement de l'Ukraine en abandonnant l'Ouest aux forces réactionnaires ukrainiennes et aux impérialismes US et UE. Il s'agirait d'une partition et d'un partage réactionnaire de ce pays entre puissances impérialistes. Une telle perspective n'est pas dans l'intérêt de la classe ouvrière et du peuple ukrainiens. La ligne juste est que la classe ouvrière de toute l'Ukraine combatte unie pour abattre le pouvoir putschiste de Kiev et établisse une république populaire dans toute l'Ukraine.

Le ROCML se positionne :
Contre le pouvoir ultra réactionnaire de Kiev, avec la classe ouvrière et le peuple ukrainien !

Pour une Ukraine démocratique, populaire, indépendante et unie !

Contre les affrontements au détriment des peuples pour le repartage du monde entre les puissances impérialistes de l'Ouest et de l'Est!

Le secrétariat du Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes-Léninistes.

Le 24 mai 2014.

QUI SOMMES-NOUS ?

Le ROC-ML est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunes Communistes ML de Pau et d'Albi et du Rhône.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour mission de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML.

UN FORUM DES CONFERENCES-DEBATS DU ROCML



Depuis de nombreuses années le prolétariat est dominé idéologiquement et politiquement par la bourgeoisie et ses organisations de classe soumises au réformisme et au révisionnisme. Devant cette situation la constitution du prolétariat en classe pour soi, donc en Parti est pour nous tous l'objectif fondamental à atteindre. Et il impose aux communistes de s'organiser pour intervenir dans la lutte de classe du prolétariat sur une même ligne politique, sur un programme de la révolution prolétarienne en France.

L'élaboration de cette ligne politique ne se fera pas sans lutte contre les déformations du marxisme qui ont obscurci l'esprit et la réflexion et dévoyé trop longtemps la pratique politique et sociale des communistes.

Le débat idéologique et théorique sur les bases du marxisme léninisme est aujourd'hui plus que jamais nécessaire et doit être mené sans entraves.

Les conférences-débats que nous organisons sur Paris participent à cet objectif en donnant aux communistes sans organisation ou dispersés dans de multiples groupes la possibilité de participer à l'élaboration d'une ligne politique commune.

Nous avons ouvert un forum – une inscription est nécessaire pour accéder à ce forum - où les participants aux conférences mais aussi tous les communistes qui pour une raison ou une autre ne peuvent y participer pourront prolonger et approfondir la discussion entre les conférences et préparer les suivantes.

Une réunion sera organisée à Paris le 11 Octobre pour le lancement officiel du forum et pour préparer le calendrier et les thèmes des conférences de la saison 2015.

Mais D'ores et déjà vous pouvez vous inscrire et intervenir sur les espaces de discussion existants aujourd'hui et qui correspondent aux conférences déjà réalisées:

L'IMPERIALISME, LA CRISE et la dernière sur LA SITUATION POLITIQUE en France.

Deux autres espaces « ORGANISATION DU FORUM » et « PREPARATION DES CONFERENCES » sont à votre disposition pour poster vos remarques et suggestions.

Pour s'inscrire aller sur le site www.rocml.org et cliquer sur la tuile Forum des conférences-débats du Rocml (en bas à droite de la page d'accueil) et suivre les instructions pour s'inscrire.